

73.08.01 Investir dans le renouvellement des forêts et l'adaptation au changement climatique

1. Base réglementaire PSN	
Fonds	FEADER
Type d'intervention RDR 4	Article 73 Investissements
Base réglementaire : article du PSN	Article 73.08 : Investissements forestiers productifs : amélioration, renouvellement productif et projets globaux en forêt.
Intitulé dispositif régional NAQ	Investir dans le renouvellement des forêts et l'adaptation au changement climatique.
Indicateurs de résultats associés	R.18 : Total des investissements visant à améliorer les performances du secteur forestier.
Indicateurs de réalisation associés	O.24 : Nombre d'opérations ou d'unités bénéficiant d'une aide en faveur d'investissements productifs en dehors des exploitations au titre du Feader.
Description du dispositif régional (objectifs, enjeux, périmètre)	<p>La Nouvelle-Aquitaine dispose de massifs et d'essences diversifiés sources d'une grande richesse, avec un fort potentiel à valoriser afin de contribuer au développement économique, social, environnemental <u>des territoires</u>, et <u>répondre</u> aux enjeux liés à la croissance verte.</p> <p>La dynamisation de la sylviculture dans les forêts de Nouvelle-Aquitaine est un enjeu fort <u>objectif important</u> pour approvisionner la filière forêt-bois et pour renouveler les peuplements. Elle doit se faire dans le cadre d'une gestion durable afin de prendre en compte les enjeux de la multifonctionnalité des forêts.</p> <p>Au-delà de l'enjeu économique, le renforcement du renouvellement des forêts doit viser à contribuer à la politique d'atténuation des effets du changement climatique : capture et stockage du carbone atmosphérique, amélioration de la résilience des peuplements et transformation des peuplements inadaptés aux nouvelles conditions climatiques. Dans ce contexte, il est important d'investir dans le boisement, le renouvellement des forêts et l'amélioration des peuplements en accompagnant les investissements notamment par les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ relancer la dynamique de gestion des taillis déperissant ou dégradés de faible valeur économique ; ✓ améliorer <u>augmenter</u> la qualité des peuplements et des bois produits pour répondre à la demande de la filière ; ✓ mettre en place de nouvelles peupleraies de qualité et développer la qualité des peupleraies existantes ; ✓ a <u>Améliorer</u> la résilience et la valeur environnementale des peuplements.
Date indicative de démarrage du	Juin <u>Novembre</u> 2023

dispositif	
2. Eligibilité	
Bénéficiaires éligibles	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les propriétaires privés (personnes morales ou physiques), individuels ou regroupés. ✓ Les structures de regroupement des investissements telles que les OGEC (coopératives forestières), les associations syndicales autorisées (ASA), les associations syndicales libres (ASL, ASLGF...), si elles sont titulaires des engagements liés à la réalisation des opérations, GIEEF. ✓ Les propriétaires de forêts publiques autres que l'Etat
Conditions d'éligibilité	<p>Seuils d'accès aux aides à l'investissement forestier : L'aide publique doit être supérieure à 1000€ ou la surface minimale par dossier doit faire au moins 1 ha. Le dossier peut être composé d'îlots plus petits. Pour le premier boisement en peuplier, le seuil est de 0,5 ha. <u>Pour le peuplier, les aides minimales pour les opérations de premiers boisements, reboisements ou remise en production ainsi que pour l'égagage, correspondent à une surface de 0.5 ha.</u></p> <p>Parcelles éligibles à la transformation : Taillis, mélanges taillis futaie de faible valeur économique, de futaies déperissantes.</p> <p>Parcelles éligibles à l'amélioration : Parcelles de faible valeur économique mais avec un peuplement permettant grâce à des interventions sylvicoles d'amélioration de produire à terme du bois d'œuvre de qualité.</p> <p>Garantie de gestion durable : Préalablement à l'attribution de l'aide, le demandeur doit disposer d'un document de gestion durable (DGD), qui doit couvrir l'intégralité des surfaces concernées par la demande d'aide ou d'une preuve de demande d'agrément de DGD, ou d'une attestation sur l'honneur qu'il compte en déposer un. L'obligation de présenter une garantie de gestion durable porte sur toute la durée des engagements propres au dossier et pris par le bénéficiaire de l'aide, sans discontinuité. Le versement de la subvention se fait uniquement si le DGD est en vigueur.</p> <p>Diagnostic sylvicole : Pour toute demande, un diagnostic sylvicole préalable doit être réalisé. Ce document établit les caractéristiques du peuplement. Il permet d'établir et de définir les conditions matérielles dans lesquelles doivent être réalisés les travaux éligibles au regard des caractéristiques stationnelles, sylvicoles, environnementales et socioéconomiques des zones</p>

	<p>d'intervention. Il décrit également des itinéraires de diversification souhaités si la clause de biodiversité est actionnée. Ce diagnostic couvre la partie concernée par les travaux.</p> <p>Le diagnostic sylvicole est considéré comme une étude préalable au démarrage des travaux. La demande d'aide ne sera éligible que si elle est conforme aux recommandations de ce diagnostic, notamment en ce qui concerne le choix des essences, les densités de plantations, la prise en compte de la biodiversité, les facteurs environnementaux et la protection des paysages. Les travaux aidés devront également être conformes à la gestion précisée par le document de gestion durable.</p> <p>Diversification : Une exigence de diversification est applicable aux projets d'une surface d'un seul tenant supérieure à 4 ha <u>sauf pour le peuplier</u>. La bonification de 15 % dans ce cas est appliquée d'office dans ce cas.</p> <p>Cas particulier du premier boisement : En application de l'article 122-2 du code de l'environnement, les premiers boisements relèvent d'un « examen au cas par cas » : dans ce cadre, l'autorité environnementale indiquera si le projet doit faire l'objet d'une étude d'impact au titre de l'évaluation environnementale.</p>
Coûts éligibles	Travaux de plantations, d'amélioration des peuplements et maîtrise d'œuvre. Ils seront précisés dans <u>l'appel à projets-le cahier des charges correspondant</u>
Inéligibilités	<p>Aucune aide n'est octroyée pour la plantation des arbres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ arbres pour la formation de taillis à rotation rapide ; ✓ arbres de Noël ; ✓ arbres à croissance rapide destinés à la production d'énergie ; ✓ essence ne respectant pas l'arrêté régional en vigueur sur les matériels forestiers de production.
Eligibilité temporelle des dépenses	Ces éléments seront précisés dans <u>le cahier des charges l'appel à projets</u> .
Ligne de partage PSR/autres dispositifs régionaux ou nationaux	Existence de dispositifs à l'échelle nationale par appel à projets (<i>France Relance 2030</i>), à l'échelle départementale, à l'échelle des parcs nationaux naturels régionaux. Des <u>lignes de partages seront établies et si chevauchement de dispositifs des</u> -contrôles croisés seront organisés.
Ligne de partage FESI	Aucune autre aide de ce type n'existe au titre des FESI, donc il n'y a aucun risque de double financement.
3. Modalités d'octroi de l'aide	
Principes de sélection <u>priorisation</u>	<u>En tant qu'intervention poursuivant de toute évidence des objectifs environnementaux, le type d'intervention 73.08.01 dédié au renouvellement des forêts ne procède pas à une</u>

Commenté [LC1]: Précision de l'utilisation de la priorisation plutôt que la sélection: en tant qu'intervention poursuivant de toute évidence des objectifs environnementaux, le dispositif 73.08.01 dédié au renouvellement des forêts ne procède pas à une sélection des projets avec un seuil de sélection minimal à atteindre mais les priorise jusqu'à épuisement de l'enveloppe dédiée.

	<p><u>sélection des projets avec un seuil de sélection minimal à atteindre mais les priorise jusqu'à épuisement de l'enveloppe dédiée. Cette priorisation sera établie sur les principes suivants :</u></p> <p>Diversification: pour les dossiers inférieurs ou égaux à 4 ha, présentant des mesures de diversification. Regroupement de propriétaires. Certification : dossiers présentant une certification forestière</p> <p>Assurance pour les dossiers d'amélioration : peuplements faisant l'objet d'une assurance tempête et/ou incendie, précisée dans le cahier des charges.</p>
Fonctionnement du dispositif	<u>Appel à projets</u> <u>Fil de l'eau</u>
Bonifications éventuelles	<p><u>Taux de base : 40 %</u></p> <p><u>Regroupement de chantiers géographiquement proches : l'aide est bonifiée de 10%</u></p> <p><u>Diversification : l'aide est bonifiée de 15%</u> Elle peut prendre 2 formes qui peuvent éventuellement se combiner :</p> <ul style="list-style-type: none"> • mélange d'essences, • maintien et entretien d'éléments de biodiversité (lisières, zones humides, îlots de sénescence,...).
Montants et taux maximum d'aide publique	Taux maximum d'aide publique : 65%
4. Nature et montant de l'aide	
Taux de cofinancement FEADER	60%
Type de soutien	Subvention
Top up	
Co financeurs principaux/ponctuels	Région/Départements
5. calcul du montant de l'aide	
Plancher	<p><u>Des planchers pourront être instaurés, ceux-ci seront précisés dans les cahiers des charges.</u><u>Plancher en subvention : 1000€</u> <u>ou plancher surfacique : 1 ha, sauf</u> <u>Pour le peuplier, plancher surfacique de 0,5 ha pour les premiers boisements, les reboisements ou remise en production ainsi que pour l'élagage en cas de premier boisement en peuplier.</u></p>
Plafonds	Des plafonds pourront être instaurés, ceux-ci seront précisés dans les <u>appels à projets</u> <u>cahiers des charges.</u>
Modalités de versement	Un versement unique
Recours à des options de coûts	Barèmes de coûts unitaires selon les essences, la nature et la

simplifiés (OCS) Précisions éventuelles sur le calcul appliquées à certaines catégories de dépenses	localisation des travaux. Des précisions seront définies dans les appels à projets <u>cahiers des charges</u> . La maîtrise d'œuvre est limitée à 12 % du montant total des travaux éligibles.
Règlementation aides d'Etat	Hors champs de l'article 42 du TFUE : <u>rattachement au régime exempté de notification SA.107473 Aide dans le secteur forestier en lien avec le plan stratégique national de la PAC pour la période 2023-2027</u> nécessité de rattachement à un régime d'aide d'Etat (régime d'aide en cours d'écriture).
Maintien des dépenses	Non concerné

Commenté [LC2]: Précision du régime d'aide entré en vigueur depuis l'adoption du PSR